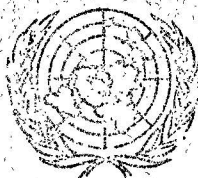


NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/OBS.5/16
1er octobre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITION DE M. GOTTLIEB-ISAAC EKOULLE CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE (T/PET.5/216)

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Le pétitionnaire, anciennement préposé des douanes, a été condamné le 15 janvier 1952 par jugement du tribunal correctionnel de Dschang, à un mois d'emprisonnement avec sursis et 2000 francs d'amende pour violences et voies de fait commises à l'occasion de ses fonctions sur la personne d'un usager.

La Cour d'appel du Cameroun, par arrêt du 28 mai 1952, a porté cette condamnation à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 2000 francs d'amende.

Par décision du 7 août 1952, EKOULLE a été traduit devant un Conseil de discipline, devant lequel il a comparu, assisté d'un contrôleur-rédacteur des douanes et d'un avocat défenseur, le 27 juin 1953, un renvoi de l'affaire étant préalablement intervenu à la demande du défenseur.

Compte tenu de l'avis du Conseil de discipline et des notes professionnelles de l'intéressé, celui-ci a été révoqué de son emploi par arrêté du Haut-Commissaire en date du 21 juillet 1953.
